

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 91

Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine et du **MARS**

A SAVOIR

COUP DE FROID SUR LES BOURSES.

Tout a commencé par le plongeon de la Bourse de Shanghai le 27 février (-8,84% en une seule séance), suite aux rumeurs concernant d'éventuelles mesures à prendre par les autorités chinoises pour freiner la surchauffe de l'économie. Au même moment, Alan Greenspan, ancien directeur de la Réserve fédérale américaine, estimait « possible » que les Etats-Unis connaissent une récession d'ici à la fin de l'année. Aussitôt, un vent de panique a soufflé sur les principales places financières de la planète, qui ont chuté de plus de 5% en une semaine. Très volatile économie de papier...

CONTRE LA DEMESURE DE LA FINANCE.

Dans l'édition de février du Monde Diplomatique, l'économiste Frédéric Lordon dresse un réquisitoire impitoyable contre la « finance actionnariale, en proie à la démesure ». Il fait remarquer que la norme de rentabilité actuelle du capital se situe autour de 15%, avec les conséquences sociales que l'on sait. « Sauf à la laisser maltraiter le salariat à des degrés encore inconnus, mais qu'elle ne manquera pas d'explorer, la finance doit impérativement être arraisonnée », écrit F. Lordon, qui propose l'instauration du SLAM (en anglais : shareholder limited authorized margin, soit marge actionnariale limite autorisée). Principe : ce qui excéderait un certain seuil de rentabilité capitaliste ferait l'objet d'un prélèvement obligatoire. On peut lire cet article roboratif sur le site Internet du Dipl

LE MARS ET LA GAUCHE REPUBLICAINE ORGANISERONT UNE ASSEMBLEE GENERALE LE SAMEDI 24 MARS, il sera débattu de la situation politique et de l'orientation d'une organisation souhaitée unifiée. D'importantes décisions seront prises, tant sur le plan politique qu'organisationnel. Nous convions toutes les personnes intéressées à nous rejoindre et à participer à son AG fondatrice. Adresse :

Eurosites La Chapelle
69 ter Rue de la Chapelle
Paris 18ème

Contact: administration@lagaucherepublicaine.org

EDITO: LE LIBERALISME MENACE DE FAIRE CRASHER AIRBUS

C'est devenu la phrase-choc des commentateurs avisés de la vie politique, ces bons esprits qui écrivent avec un haut-le-cœur : « Le dossier Airbus s'invite dans la campagne présidentielle et risque d'être pris en otage par celle-ci ». Comme si ladite campagne, qui volait déjà bien bas (à propos d'aéronautique), devait se cantonner à des propositions concernant la culture des cucurbitacées ou la reproduction des libellules... Eh bien oui, Messieurs : pour animer les deux campagnes électorales de printemps, vous pouvez déjà compter sur les salariés d'Airbus et d'Alcatel, tandis que ceux de Moulinex se rappellent à votre bon souvenir ! Car nous sommes – enfin ! - au cœur du débat : quid du rôle de l'Etat dans l'activité économique, quid de la politique industrielle, de la limitation des exigences de la finance, des droits des salariés dans l'entreprise ?

Jean-Luc Mélenchon n'a pas tort d'écrire que le désastre d'Airbus – 10 000 suppressions d'emploi annoncées dont 4 300 en France, des dizaines de milliers d'autres chez les sous-traitants – est « un dossier de propagande clef en main pour apprenti anticapitaliste de base ». Tout y est, à commencer par le diktat des actionnaires. Résumons : Lagardère et Daimler-Chrysler ont bénéficié de la privatisation de l'avionneur européen à la fin des années 90, l'Etat français, par décision du gouvernement Jospin (oui, Jospin), déléguant la gestion de ses parts au susdit Lagardère, propulsé du même coup à la vice-présidence du conseil d'administration d'EADS.

Or les deux actionnaires de référence, vu les difficultés rencontrées dans la fabrication de l'A380, cherchent maintenant à se désengager en empochant un maximum de bénéfices. Comment se livre-t-on à cet exercice depuis que la finance est reine ? Simple : en faisant payer aux travailleurs l'impéritie et les erreurs des dirigeants, en comprimant la masse salariale pour augmenter la charge de travail, suivant le triste exemple de Renault où il est vraisemblable que le stress croissant entraîne une dramatique vague de suicides. Les résultats ne se sont pas fait attendre. Sitôt annoncé le « plan de restructuration », l'action d'EADS a grimpé de 2%...

Autres responsables de la catastrophe : les institutions de l'UE, à commencer par la Banque Centrale Européenne dont la politique de « l'euro fort » enfonce l'industrie du continent. C'est ainsi qu'Airbus a toutes les peines du monde à résister à la concurrence de Boeing sur les marchés internationaux, d'autant qu'au nom du dogme libéral – mais que les Américains se gardent d'appliquer au pied de la lettre – la commission de Bruxelles a supprimé le système des avances remboursables et toute forme d'aide à l'industrie européenne.

Quant aux incroyables ratés technologiques qui sont à l'origine du retard pris par le programme A380, ils renvoient au climat délétère qui s'est installé dans les hautes sphères de l'entreprise, où intérêts et ambitions personnels ont pris le pas sur toute autre considération. On se souvient qu'au gré du déballage de l'affaire Clearstream, la presse a fait ses choux gras de la guerre de crocs-en-jambe qui a opposé les principaux dirigeants d'EADS, plus soucieux d'encaisser leurs stock-options au moment opportun que de développer l'entreprise dont ils avaient la charge. Ainsi va le capitalisme européen, rongé par la démesure financière, aveuglé par l'exigence de rentabilité à deux chiffres qui finit par casser l'outil industriel. (suite page 2)

Alors que faire ? Pour Sarkozy et Bayrou, l'Etat est encore trop présent dans l'entreprise ! Et vogue la galère libérale pour mener la France vers de nouveaux récifs... Ségolène Royal annonce à grands renforts de fanfare le retour d'un Etat fort...mais traduit sa rhétorique par un regroupement de régions disposées à apporter quelque 150 millions au capital du groupe aéronautique, soit une goutte d'eau dans un océan !

La première condition du développement d'Airbus, c'est au contraire d'assurer le contrôle public de l'entreprise, ce qui ne se fera pas sans une forte mobilisation dans ce sens sur les deux rives du Rhin. Le Mars et la Gauche Républicaine expriment leur soutien à l'action entreprise par les salariés et exigent des moratoires suspensifs et la mise en place de cellules de crise incluant les salariés, leurs syndicats et les élus.

Oui il est urgent de revenir à un projet industriel pour Airbus. L'aéronautique est non seulement un secteur clé dans l'économie d'aujourd'hui, mais elle est aussi un domaine précieux pour le monde de demain de par les technologies qu'elle met en œuvre. Nous souhaitons en conséquence le renforcement du rôle et de la place des Etats actionnaires pour suppléer les actionnaires privés défaillants, par des apports de capitaux publics, sur la base d'un projet industriel européen cohérent et ambitieux, lequel doit se traduire par de nouvelles aides publiques européennes afin de favoriser les emplois et les formations.

Le Mars et la Gauche Républicaine exigent la représentation des salariés dans les conseils d'administration des entreprises où ils disposeraient d'une place délibérative. En attendant, les travailleurs multiplient les mobilisations. La bataille d'Airbus ne fait que commencer.

ETATS GENERAUX DU SERVICE PUBLIC **Pour défendre et développer les services publics,** **Pour des services publics de qualité**

Le MARS et la Gauche Républicaine vous invitent aux Etats Généraux du service Public le 10 Mars
Retrouvez l'ensemble des informations et le programme de cette journée sur le site <http://www.v-s-p.org>

Les privatisations, les augmentations de tarifs, les fermetures de classes, d'écoles, d'hôpitaux, de bureaux de Poste, de lignes SNCF, les manques dans certains services publics, les déremboursements de médicaments, ne sont pas une fatalité.

2 ans après Guéret, de toute la France syndicats, associations, partis, appellent à participer aux :

ETATS GENERAUX DU SERVICE PUBLIC **Pour défendre et développer les services publics,** **Pour des services publics de qualité**

Les services publics sont au coeur de notre modèle social: ils assurent les besoins essentiels pour tous (santé, transport, eau, gaz, électricité, éducation, Poste, crèche, logement, ...), l'égalité sur tout le territoire, des tarifs minimas. Ils permettent une politique de recherche et d'industrialisation à long terme, maintiennent des emplois non délocalisables.

Depuis plus de 20 ans nos gouvernements ont mis en oeuvre et initié la politique du FMI, de l'OMC, de Bruxelles, la concurrence « libre et non faussée » dictée par le traité de Maastricht et les directives européennes. L'objectif est de tout privatiser pour le plus grand profit des multinationales. Usagers, salariés du privé comme du public, nous sommes tous concernés:

- Usagers nous sommes tous victimes des suppressions d'écoles, d'enseignants, d'hôpitaux, de bureaux de Poste, du manque d'infirmières,...

Nous refusons la privatisation de GDF, la fin du monopole de la Poste sur le courrier de moins de 50 G, l'autonomie des universités, la libéralisation du rail... qui se traduiraient par des augmentations massives de tarif et un service diminué (voir le scandale Noos) ;

- Salariés du privé ou du public on a tous les mêmes problèmes.

Dans le privé on « dégraisse », on délocalise, on remet en cause le CDI. Dans le public on supprime les postes, on précarise, on remet en cause le statut. La propagande médiatique discrédite les services publics pour préparer l'opinion à la privatisation de tout ce qui est rentable.

Dans le privé comme dans le public, les salaires ne suivent pas la hausse du coût de la vie.

CONVERGENCE NATIONALE DES COLLECTIFS **DE DEFENSE ET DE DEVELOPPEMENT** **DES SERVICES PUBLICS** **Samedi 10 MARS 2007**

à partir de 9H30
Salle Olympe de Gouges,
11 Rue Merlin,
Paris XI

Métro Père Lachaise ou Philippe Auguste
(Attention : station Voltaire fermée !)

Usagers, salariés du privé ou du public, **jeunes, moins jeunes:** **Pour la qualité des services publics et** **leur développement** **TOUS AUX ETATS GENERAUX DU SERVICE PUBLIC**

A L'initiative :

-LA CONVERGENCE nationale des COLLECTIFS de Défense et de Développement des SERVICES PUBLICS

- et des ORGANISATIONS SYNDICALES, ASSOCIATIVES et POLITIQUES qui s'associent à son action : Action Consommation, ACME (Asso pour le Contrat Mondial de l'Eau), AITEC, Alternative citoyenne ile de France, ANECR, ATTAC, CGT Banque de France, CGTCheminot, CGT- FME, les collectifs unitaires parisiens de la gauche anti-libérale, La Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité, Collectif National Droits des Femmes (CNDF), Convergence citoyenne, CNLogement, E.A.U., EGSAM, Forces Militantes, FSU, Fondation Copernic, La convention des collectivités hors AGCS, Les amis de la Confédération Paysanne, La gauche républicaine, LCR, Les Verts, MARS, MNCP, MRC, PCF, PCOF, PRS, Réseau féministe Ruptures, Résistances Electriques et Gazières, Résistance sociale, Solidaires, SUD énergie, SUD Rail, Sygma-FSU, UD CGT Paris, UFAL, UGFF-CGT, Union nationale des Retraités et Personnes Agées, SNCA eil, Groupe XIII...